



## Accord-cadre n°25 006

# Vérification et maintenance des ascenseurs et monte-charges du Crous de Strasbourg

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES COMMUN A L'ENSEMBLE DES LOTS

### MAITRISE D'OUVRAGE

#### **CROUS DE STRASBOURG**

1 quai du Maire Dietrich  
67000 STRASBOURG

### Site – Multisites

Patrimoine du Crous de STRASBOURG

Lot 1 – Bas-Rhin : Zone 1

Lot 2 – Bas-Rhin : Zone 2

Lot 3 – Haut-Rhin

### ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE

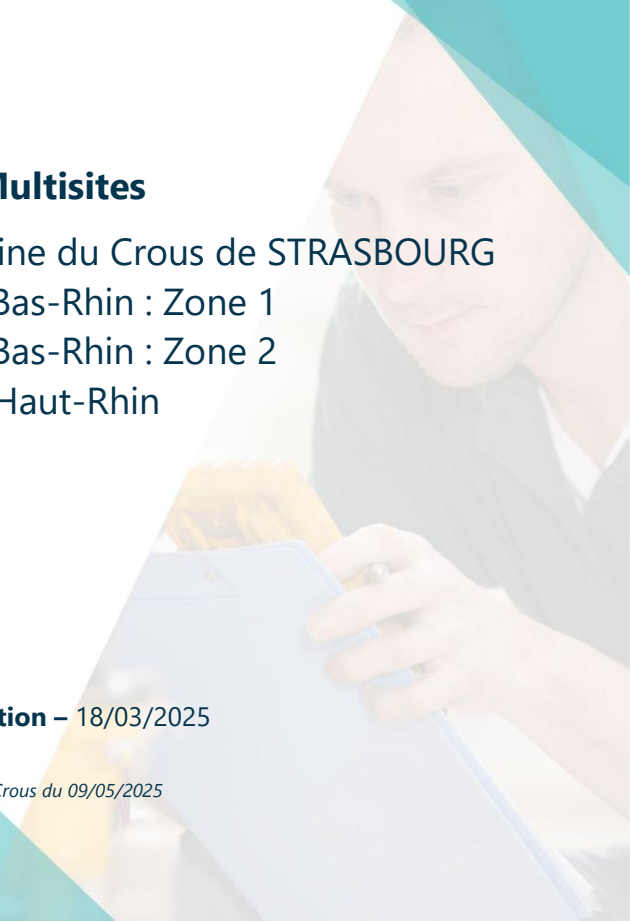
#### **ACCEO STRASBOURG**

ZA du Birken  
13 Rue Marguerite Perey  
67720 HOERDT

**Date d'édition** – 18/03/2025

**Indice** – D

**Version** – Crous du 09/05/2025



## DISPOSITIONS GENERALES

Le présent Accord Cadre encadre l'exécution de l'ensemble des prestations de maintenance préventive et corrective des appareils listés au DPGF. Il permet de garantir un niveau de service optimal et un maintien en bon état des installations confiées, notamment sur les points suivants :

- Sécurité fonctionnelle pour les usagers ;
- Maintien du niveau technique ;
- Maintien de l'aspect général (esthétique) ;

La mise en œuvre de cet Accord Cadre vise à établir immédiatement une maintenance :

- Transparente
- Efficace
- Contrôlable

Ce système de maintenance renforcé permettra une gestion optimale des équipements, tout en assurant la sécurité des utilisateurs et en prolongeant la durée de vie du matériel.

Pour garantir la qualité du service fourni, des contrôles réguliers seront effectués sur l'ensemble de la prestation délivrée.

### ► Récapitulatif Partie Administrative:

Date de prise d'effet :	22/07/2025	
Durée de l'Accord Cadre	12 mois	▼
Reconduction	Cf. CCAP	▼
Durée de tacite reconduction	Cf. CCAP	▼
Allotissement	Oui	▼
Nombre de lots	3	

**Nota :** Pour le cas où le présent marché comporte plusieurs lots (Cf. décomposition de l'allotissement ci-dessus), le candidat est tenu d'apporter une offre complète à l'ensemble des lots et pourra être attributaire d'un ou plusieurs lots selon la qualité de sa réponse (Cf. RC et CCAP).

### ► Récapitulatif Partie Technique :

Type d'Accord Cadre	A clauses étendues ▼		
Horaires d'intervention de maintenance préventive	Jours ouvrés 24h / 24 & 7J / 7 ▼	De : 08 h	A : 18 h
Horaires d'intervention de maintenance curative	Jours ouvrés 24h / 24 & 7J / 7 ▼	De : 08 h	A : 18 h
Type de carnet d'entretien	Electronique & Papiers ▼		
Délai d'intervention de maintenance curative	3 heures ▼		
Délai d'intervention pour usagers bloqués	60 minutes ▼		
Délai d'intervention pour le cas de dysfonctionnement majeur	60 minutes ▼		
Délai de remise en service (incluant le délai d'intervention)	6 heures ▼		
Réunion d'exploitation	Trimestrielle ▼		

## Table des matières

REFERENTIEL REGLEMENTAIRE .....	3
ARTICLE 1 - MAINTENANCE PREVENTIVE.....	4
ARTICLE 2 - MAINTENANCE CORRECTIVE .....	6
ARTICLE 3 - PRESTATIONS NON INCLUSES A L'ACCORD CADRE .....	8
ARTICLE 4 - DÉLAIS D'INTERVENTION.....	8
ARTICLE 5 - DÉLAIS DE REMISE EN SERVICE.....	9
ARTICLE 6 - CONTRÔLES RÉGLEMENTAIRES .....	10
ARTICLE 7 - STOCKS DE PIECES DETACHEES .....	11
ARTICLE 8 - COMPTES RENDUS .....	11
ARTICLE 9 - PRISE EN CHARGE .....	13
ARTICLE 10 – TÉLÉALARME.....	14
ARTICLE 11 - REMISE DES ÉQUIPEMENTS EN FIN D'ACCORD CADRE .....	14
ARTICLE 12 – DOCUMENTATION ET OUTILS.....	15
ARTICLE 13 – SUSPENSION .....	15
ARTICLE 14 – ACCÈS, CONSIGNES, PERSONNEL, ET MOYENS DU TITULAIRE.....	15
ARTICLE 15 - VÉRIFICATION DE LA BONNE EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....	15
ANNEXE N° 1 : .....	16
ANNEXE N° 2 : .....	17

## REFERENTIEL REGLEMENTAIRE

- Loi SAE du 2 Juillet 2003 n° 590-2003
- Décret n° 2004-964 du 09 septembre 2004 modifié
- Décret 2012-674 du 7 mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs
- Aux arrêtés du 18 Novembre 2004 modifiés relatifs :
  - Aux travaux de sécurité à réaliser dans les installations d'ascenseurs
  - À l'entretien des installations d'ascenseurs
- Arrêté du 7 Août 2012 modifié : Relatif aux contrôles techniques à réaliser sur les installations d'ascenseurs
- Décret n° 2006-555 du 17-05-2006 : relatif à l'accessibilité des ERP, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 8 Décembre 2014 : fixant les dispositions prises, pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations ouvertes au public et abrogeant l'arrêté du 21 mars 2007
- Décret n° 2008-1325 du 17 Décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements
- Arrêté du 25 Juin 1980 modifié : Règlement de sécurité des établissements recevant du public
- Le code de la construction et de l'habitation
- Le code du travail
- Arrêté du 11 Mars 1977 : Conditions d'entretien normalisées Ascenseurs et Monte-charges
- Arrêté du 29 décembre 2010 relatif aux vérifications générales périodiques portant sur les ascenseurs et les monte-charges ainsi que sur les élévateurs de personnes n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s, installés à demeure, et modifiant l'arrêté du 1er mars 2004 modifié, relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage
- Arrêté du 1er mars 2004 modifié relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage
- Directive machine : 2006/42/CE
- Directive ascenseur : 2014/33/UE
- FD P 82-020 de Décembre 2004 et A1 de Décembre 2013 : Guide d'identification des serrures de porte palière manuelle
- FD P 82-021 de Février 2005 : Guide pour l'évaluation des parachutes et limiteurs de vitesse
- FD P 82-022 de Septembre 2005 : Guide pour l'élaboration d'un marché de maintenance
- NF EN 115 : Sécurité et construction des escaliers mécaniques
- NF EN 13015 +A1 Maintenance pour ascenseurs et escaliers mécaniques
- NF EN 13241-1 : Portes industrielles, commerciales et de garage
- NF EN 12424 : résistance à la charge du vent — classification
- NF EN 12425 : résistance à la pénétration de l'eau — méthodes d'essai
- NF EN 12426 : perméabilité à l'air : classification
- NF EN 12427 : perméabilité à l'air : méthodes d'essai,
- NF EN 12428 : résistance thermique : exigence pour les calculs
- NF EN 12433-1 : portes industrielles, commerciales et de garage - terminologie - partie 1 : types de fermetures et portails,
- NF EN 12433-2 : portes industrielles, commerciales et de garage — terminologie —partie 2 : constituants des fermetures et portails,
- NF EN 12444 : porte Equipant les locaux industriels, commerciaux et les garages — résistance à la charge de vent — essais et calculs
- NF EN 12445 : Portes industrielles, commerciales et de garage - Sécurité à l'utilisation des portes motorisées.
- NF EN 12453 : Portes industrielles, commerciales et de garage – Sécurité à l'utilisation des portes motorisées.
- NF EN 12489 : Résistance à la pénétration de l'eau — classification,
- NF EN 12604 : Portes industrielles, commerciales et de garage – Aspects mécaniques
- NF EN 12605 : Portes industrielles, commerciales et de garage – Aspects mécaniques – Méthodes d'essai.
- NF EN 12978 : Portes et portails industriels, commerciaux et de garage – Dispositifs de sécurité pour portes motorisées – Prescriptions et méthodes d'essai.
- NF EN 60335-2-2017 : Sécurité appareils électrodomestiques
  - Partie 2-95 : Règles particulières pour les motorisations de portes de garage à ouverture verticale
  - Partie 2-103 : Règles particulières pour les motorisations de portails
- NF EN ISO 140-3 : bruit — méthode de mesure
- NFC 15-100 relative (Réglementation des installations électriques)
- R 125-3-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation
- Règlement produit de construction UE 305-2011
- Articles R.232 1-2, R.232-1-13 et R.235-3-9 du code du travail
- Directive 2014/30/UE : Compatibilité électromagnétique
- Directive 2006/42/CE : Directive machines

- Décret n°92-647 modifié
- Arrêté du 2 Juillet 2004
- Arrêté du 9 Aout 2006 : Relatif à l'application du R 125-3-1 du CCH
- Norme NFP 25-362 (fermetures pour baies libres et portails, spécifications techniques, règles de sécurité)
- Norme NFP 25-363 (Fermetures pour baies libres et portails - Portes et portails complets - Composants de sécurité - Méthodes d'essais).
- Le Décret N° 90-567 du 05/07/90 définissant les dispositifs de sécurité applicables :
  - Aux installations neuves : Art. R-125-3-1 et R 125-3-2 du CCH.
  - Aux installations en service : Art. R 125-4 du CCH
  - Ainsi que les conditions d'entretien : Art. R 125-5 du CCH
- Décrets n° 92-332 et 92-333 du 31 mars 1992
- Décrets n° 94-32 du 11 janvier 1994
- Décret 2006-750 du 27 Juin 2006 relatif à l'installation des portes automatiques de garages dans les bâtiments d'habitation.
- Arrêté du 21/12/93 relatif aux portes et portails automatiques sur les lieux de travail.
- Arrêté du 12 novembre 1990 relatif à l'entretien des portes des bâtiments d'habitation.
- Arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux portes et portails automatiques et semi-automatiques
- Aux recommandations des fabricants

Cette liste n'est pas limitative.

Le titulaire devra tenir compte également des règles de l'art, propres à sa profession, ainsi que des textes réglementaires qui pourraient être publiés postérieurement aux présents.

Il est toutefois précisé que certaines prescriptions des Clauses Techniques peuvent prévoir des prestations non imposées par la réglementation.

Il reste bien entendu que l'entreprise ne pourra se prévaloir de cette réglementation pour se soustraire aux obligations définies par le marché.

## ARTICLE 1 - MAINTENANCE PREVENTIVE

La maintenance préventive sera effectuée uniquement pendant les jours et heures spécifiés dans le Récapitulatif Partie Technique.

Les prestations de maintenance préventive sont à minima celles définies par le décret 2004-964 du 9 septembre 2004 modifié et **l'arrêté du 07 Août 2012** s'y rattachant.

Les vérifications périodiques à réaliser sont listées ci-après. Si l'une des vérifications périodiques révèle une anomalie ou un défaut, la phase de maintenance appropriée doit être entreprise dans les plus brefs délais et consignée sur le carnet d'entretien.

Lors de chaque intervention préventive, le technicien prendra contact avec le responsable du site (gardien, régisseur, concierge) au moins 48 heures avant l'intervention. Il veillera également à installer un affichage au niveau des portes palières, précisant la date, la nature de l'intervention, ainsi que l'indisponibilité temporaire de l'appareil.

### ► Vérifications toutes les 6 semaines :

L'écart entre deux visites successives ne pourra être **ni inférieur à 20 jours, ni supérieur 42 jours**, sachant qu'une **intervention de dépannage, seule, ne pourra en aucun cas tenir lieu de visite périodique.**

- Contrôle des envois cabine, des appels paliers et de tous les voyants lumineux
- Essai des dispositifs de secours : téléalarme – téléphone – télésurveillance – alarme. Ces dispositifs doivent être essayés hors tension afin de vérifier les alimentations secourues
- Vérification de la précision d'arrêt à chaque niveau
- Contrôle des portes palières à chaque niveau : vérification des verrouillages et contact de fermeture, dispositif limitant les possibilités d'actes de vandalisme si existant.
- Vérification de l'éclairage cabine compris éclairage de secours
- Contrôle de la signalisation palière et cabine
- Vérification du confort de déplacement de la cabine
- Vérification des contacts électriques de la porte-cabine
- Vérification du bon fonctionnement du dispositif de réouverture de porte
- Vérification du dispositif de fermeture de la machinerie

- Contrôle de l'éclairage machinerie
- Contrôle des niveaux d'huile palier moteur et treuil pour les appareils de type électrique et réalisation des compléments si nécessaire
- Contrôle des niveaux d'huile de la centrale pour les appareils hydrauliques
- Contrôle de la pompe sur les appareils de type hydraulique

### ► Vérifications Semestrielles :

Au moins une visite de « vérification semestrielle » sera réalisée pour chaque semestre de l'année civile. L'écart entre deux visites successives **ne pourra être inférieur à 5 mois ou supérieur à 6 mois**.

- Vérification de la présence en cabine et au niveau principal du numéro d'appel d'urgence et du numéro d'identification de l'appareil
- Contrôle de l'opérateur de porte : courroie, patins
- Contrôle du frein machine : garnitures, points durs
- Vérification du bon fonctionnement de l'éclairage de gaine et de l'éclairage secours machinerie
- Vérification des poulies de traction, de déflexion, de renvoi et de mouflage
- Vérification du vérin, du système antidérive et du bloc de commande (électrovanne, pompe à main, limiteur de pression)
- Contrôle, nettoyage et lubrification des câbles de traction : adhérence, état, allongement, fixation des attaches cabine et contrepoids
- Contrôle et nettoyage des courroies de traction : adhérence, état, allongement, fixation des attaches cabine et contrepoids
- Vérification des chaînes ou câbles de compensation
- Vérification de l'ensemble des éléments constituant le dispositif de parachute
- Vérification de la fixation de la tête de cabine
- Vérification du détecteur de patinage, du relais de phase et du thermique moteur
- Vérification des fins de course cabine haut et bas

### ► Vérifications Annuelles :

Chaque année civile, une « vérification annuelle » devra être réalisée. L'écart entre deux visites successives **ne pourra être inférieur à 10 mois ou supérieur à 12 mois**.

- Vérification des coulisseaux cabine et contrepoids, état et propreté
  - Vérification des amortisseurs
- Vérification du limiteur de vitesse, de son câble et de la poulie tendeuse
- Essai(s) du ou des système(s) de parachute(s) et/ou moyen de protection contre les mouvements incontrôlés de la cabine en montée
- Vérification, nettoyage de la cuvette, du toit cabine et de la machinerie
- Vérification de l'état et de la propreté de l'éclairage cabine
- Vérification de l'ensemble des éléments constituant le dispositif de parachute et/ou moyen de protection contre les mouvements incontrôlés de la cabine en montée
- Nettoyage, vérification et réglage de l'ensemble des systèmes de suspensions des portes palières et cabine : galets, contre galets et câbles
- Vérification du dispositif de surcharge
- Vérification du réducteur : jeu vis / couronne, butée
- Vérification du dispositif de contrôle de position de la cabine à l'étage (marquage des câbles ou dispositif équivalent)
- Vérification, lubrification et graissage des guides cabine et contrepoids et du système de fixation des fils guide contrepoids
- Essai de fonctionnement de la commande pompier

Le Titulaire de maintenance proposera, dans un délai de huit jours suivant la signature de l'Accord Cadre, un plan d'entretien spécifique aux installations susmentionnées. Ce plan d'entretien prendra en compte la technologie, la fréquence d'utilisation, les caractéristiques du lieu desservi ainsi que les éventuelles prescriptions du constructeur. Les opérations de vérifications périodiques prévues par le Titulaire dans son plan d'entretien spécifique ne pourront en aucun cas être inférieures en nombre, en périodicité et en qualité à celles énoncées ci-dessus.

Le plan d'entretien spécifique devra entre autres prévoir la périodicité des vérifications suivantes :

- Essai de l'efficacité de la coupure de la chaîne de sécurité (la boîte d'inspection sera vérifiée lors de chaque intervention sur le toit de cabine et le bouton d'arrêt cuvette lors de chaque intervention en bas de gaine)
- Vérification des contacteurs force et des relais sur les armoires de manœuvre
- Vérification des serrages des raccordements électriques au niveau de l'armoire de manœuvre, du tableau d'arrivée de courant, du moteur de traction et en gaine.
- Vérification des câblages en général

Ce plan devra figurer dans le mémoire technique. Le Titulaire devra justifier des écarts de temps constatés dans l'exécution des opérations de maintenance préventive systématique, par rapport au plan.

Dès la notification de l'Accord Cadre, et dans un délai de 15 jours, le titulaire soumettra pour validation au service gestionnaire du Maître d'Ouvrage, le planning prévisionnel des visites annuelles d'entretien préventif. Le Titulaire devra également préciser au Maître d'Ouvrage ou à son représentant la définition de la structure mise en place dans le cadre de cet Accord Cadre, description de l'effectif et de sa qualification, moyens techniques mis en œuvre afin de respecter les présentes obligations.

Une mise à jour annuelle du planning sera effectuée et transmise au plus tard le 31 décembre, avant le début de chaque nouvel exercice. Tout changement, même temporaire, devra être communiqué au Maître d'ouvrage ou à son représentant avec un préavis minimum de 72 heures.

Les périodes de congés annuels ne donnent droit à aucune diminution ou restriction de quelque nature qu'elle soit, des fréquences et horaires des prestations du présent Accord Cadre.

Le Titulaire fournira :

- ✓ Les procès-verbaux de vérifications et d'essais parachutes, de vérifications des câbles avec mention « satisfaisant » ou « non satisfaisant » sur un courrier papier entête de l'agence, nom, signature technicien et cachet de l'agence.

En cas d'immobilisation de l'installation plus de 7 jours calendaire, le Titulaire procédera à une suspension de la facturation de l'entretien au prorata de la durée d'immobilisation totale. Un avoir sera établi par le Titulaire et envoyé à la maîtrise d'ouvrage.

## ARTICLE 2 - MAINTENANCE CORRECTIVE

### ► Article 2.1 – Généralités

L'entretien comprend obligatoirement la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses ou usées. Elles peuvent provenir du fabricant d'origine comme d'un autre fabricant à qualité et caractéristiques techniques équivalentes.

Le remplacement ou la réparation de ces pièces incombe à l'entreprise titulaire du marché de maintenance lorsque dans des conditions normales d'utilisation, elles présentent une usure excessive ou sont défectueuses.

Les conditions anormales d'utilisation de l'installation devront être démontrées par le titulaire et validées par le maître d'ouvrage.

Lors de chaque intervention, le titulaire ou son représentant doit impérativement prendre contact avec le responsable du site ou son représentant afin de signaler son arrivée et coordonner les actions nécessaires. Cette démarche vise à garantir une communication efficace et le bon déroulement des opérations sur site.

Pour les interventions de maintenance curatives planifiées, le titulaire ou son représentant est tenu de prendre contact avec le responsable du site au moins 48 heures avant l'intervention (gardien, régisseur, concierge). Il procédera également à la mise en place d'un affichage au niveau des portes palières, informant de son intervention et de l'indisponibilité de l'appareil.

### ► Article 2.2 – Disponibilité des pièces de rechange

En cas d'indisponibilité ou de retard dans la livraison des pièces de rechange par la centrale du Titulaire, et si la pièce défectueuse est disponible auprès d'un autre distributeur spécialisé, le Titulaire sera tenu de s'approvisionner auprès de ce dernier. Il ne pourra pas invoquer une procédure interne à son entreprise qui interdit l'approvisionnement auprès d'un réseau concurrent.

### ► Article 2.3 – Accord Cadre à Clauses MINIMALES & ETENDUES

Les prestations de maintenance suivantes seront intégrées au présent Accord Cadre. La réparation ou le remplacement à l'identique ou à défaut similaire des pièces suivantes sera réalisé sous un délai maximum de 48 heures :

Les pièces énumérées ci-après sont, pour la suite de l'Accord Cadre, désignées sous l'appellation « pièces standard ».

- En Cabine
  - Boutons de commande, signalisations lumineuses et sonores
  - Paumelles de porte
  - Contacts de porte

- Coulisseaux de cabine, supports et garnitures
- Rollers cabine
- Galets et suspension de porte-cabine (cablette, poulie de renvoi, coulisseaux bas de portes, etc.)
- Ampoules d'éclairage cabine, ainsi que l'éclairage de secours (batterie, piles et accumulateurs)
- Interface usager d'appel de secours (boutons, signalisations, haut-parleur)
- Dispositif mécanique de réouverture de porte
- Détecteur d'obstacle toute hauteur
- Aux paliers
  - Boutons d'appel
  - Contacts de porte
  - Fermes portes automatiques de portes battantes
  - Serrures
  - Dispositif de déverrouillage des portes palières
  - Paumelles de portes
  - Galets et suspension de portes palières (cablette, poulie de renvoi, coulisseaux bas de portes, etc.)
  - Contrepoids ou ressorts de fermeture des portes palières
  - Patins de guidage des portes
- En Machinerie et en Gaine
  - Balais du moteur
  - Relais et contacteurs
  - Fusibles
  - Dispositif de freinage du groupe de traction (garniture et mâchoires de frein)
  - Coulisseaux du contrepoids
  - Ampoules éclairage gaine et machinerie, ainsi que l'éclairage secours (batterie, piles et accumulateurs)
  - Dispositif de téléalarme, télésurveillance ou superviseur (bloc autonome d'alimentation inclus)
  - Kit GSM et son bloc autonome d'alimentation y compris carte SIM
  - Les raccordements électriques en gaine

Toute éventuelle adaptation pour toute pièce couverte par le présent Accord Cadre est tacitement incluse au présent Accord Cadre.

#### ► Article 2.4 – Accord Cadre à **Clauses ETENDUES** (*Clauses applicables en sus de l'Accord Cadre à clauses minimales*)

En sus des prestations prévues à l'article 2.1, les prestations suivantes seront intégrées à l'Accord Cadre à Clauses Etendues :

- Réparation ou remplacement à l'identique, ou à défaut similaire, de l'ensemble des pièces constitutives de l'ascenseur, en cas de défaillance, pendant à minima **les 20 premières années** suivant leur installation ou leur remplacement sauf exclusions prévues à l'article 3.
- Réparation ou remplacement à l'identique, ou à défaut similaire, des groupes de traction, poulies et parachutes, ensemble limiteur de vitesse, pendant à minima **les 30 premières années** suivant leur installation ou leur remplacement.
- Réglage des réserves et raccourcissement des câbles ou chaînes de compensation, de limiteur de vitesse, de suspension et de sélecteur d'étage.
- Remplacement des câbles de traction ou courroies quelle que soit leur ancienneté et quel que soit la cause (y compris la corrosion).
- Dans le cas d'ascenseur hydraulique, remplacement à l'identique des joints de la centrale, des joints du vérin et du flexible hydraulique entre le vérin et la centrale ; la vidange et le fluide restant à la charge du maître d'ouvrage sur devis préalable.
- L'ensemble des mesures d'entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil qu'aura repéré le contrôle technique.
- L'ensemble des réglages destinés à fiabiliser le fonctionnement de l'appareil.

A l'occasion de la reconduction de l'Accord Cadre, le Titulaire doit informer le maître d'ouvrage, 3 mois avant l'échéance, s'il est toujours en capacité d'assurer la fourniture des pièces incluses au titre de l'Accord Cadre à clauses Etendues. S'il n'est plus en mesure de fournir l'intégralité des pièces, il devra en notifier la liste précise (par courrier recommandé avec accusé de réception) afin que le maître d'ouvrage ou son représentant puisse se prononcer sur la pertinence du maintien d'un Accord Cadre à clauses Etendues. Si le maître d'ouvrage le décide, il pourra alors, au moment de la reconduction, passer d'un Accord Cadre à clauses Etendues à un Accord Cadre à clauses Minimales. Le montant annuel forfaitaire fera alors l'objet d'un avenant.

Si le titulaire ne notifie pas le maître d'ouvrage dans les délais impartis, il fera alors son affaire de la fourniture de l'ensemble des pièces détachées couvertes par l'Accord Cadre à clauses Etendues, jusqu'à son prochain renouvellement, même si les durées minimales de fourniture (précisées ci-devant) sont dépassées.

Toute éventuelle adaptation pour toute pièce couverte par le présent Accord Cadre quel qu'en soit le type, est tacitement incluse au présent Accord Cadre.



### ► Article 2.5 - Accord Cadre à Clauses Etendues et charges non récupérables

Pour un Accord Cadre à Clauses Etendues, la part de l'Accord Cadre affectée aux charges non récupérables est fixée par les deux contractants au départ de l'Accord Cadre et renseignée sur la page de garde dans les conditions particulières. Elle est fixée à 27% si non renseignée par ailleurs.

## ARTICLE 3 - PRESTATIONS NON INCLUSES A L'ACCORD CADRE

Les prestations ci-après, sauf contre-indications spécifiques et particulières, ne sont pas incluses à l'Accord Cadre :

- Le remplacement des pièces dégradées par vandalisme, par corrosion en ambiance spécifique ou par accident indépendant de l'action de l'entreprise d'entretien. Dans le présent Accord Cadre, le terme de vandalisme est défini comme acte de destruction volontaire réalisé avec tout type d'objet.
- Le remplacement quel que soit la cause des pièces suivantes :
  - Habillage cabine : sol, parois, miroir, main courante, faux plafond
  - Pièces constituant la structure de la cabine : arcade, plancher
  - Vantaux de portes-cabine et palières
  - Poignées et Oculus de portes palières et cabine
  - Canalisations électriques fixes
  - Liaisons machinerie vers poste gardien ou sécurité
  - Guides et attaches de guides
  - Fils guides en cas de corrosion.
- Les interventions rendues nécessaire suite à des travaux ou des aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'ascenseur.
- Le nettoyage de l'intérieur de la cabine et de son ameublement, le nettoyage des vantaux et seuils de portes-cabine et palières et le nettoyage des parties vitrées, cabine et gaine.
- Les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'appareil avec les règlements applicables.

Le Titulaire indiquera sur le Bordereau de Prix, le taux horaire et le coefficient sur déboursé applicable en cas de travaux de réparation non compris dans l'Accord Cadre de maintenance.

**Tous les devis pour les travaux hors-forfait devront prendre référence sur le B.P.U et faire apparaître clairement le coût unitaire du matériel (avec facture pro forma du fournisseur si article non référencé dans le BPU), le nombre d'heures (et éventuellement le nombre d'intervenants), le coût de la main-d'œuvre horaire prévue au BPU, les délais d'approvisionnement et de remise en service ainsi que la typologie précise des travaux envisagés.**

**Toutes les propositions ne respectant pas clairement ce format se verront retournées à leur émetteur pour précision. Les précisions devront être apportées dans un délai maximal de 48h. A noter : Le matériel ou les prestations qui ne seraient pas clairement identifiées ci-avant seront de fait, considérés comme faisant partie intégrante du présent Accord Cadre et donc à la charge exclusive du titulaire de l'Accord Cadre de maintenance.**

**Par ailleurs, il est rappelé que les éventuelles modifications rendues nécessaires pour la mise en place de pièces d'adaptation ou de substitution sont à la charge pleine et entière du Titulaire.**

## ARTICLE 4 - DÉLAIS D'INTERVENTION

Les interventions, à l'exception de la maintenance préventive, seront déclenchées sur appel téléphonique au numéro de téléphone du Titulaire, ou à celui de toute autre entité mandatée pour traiter les demandes de dépannage, pendant les jours et horaires spécifiés dans le Récapitulatif Partie Technique.

### ► Article 4.1 - Délais d'intervention – Cas général

Le dépannage est effectué le jour même pour tout appel parvenu au central de réception du Titulaire. Le délai d'intervention sur site est au maximum du délai indiqué au récapitulatif technique.

Pour le cas d'un Accord Cadre avec horaires de dépannage et pour tout appel reçu après l'heure indiquée au récapitulatif technique, l'intervention devra avoir lieu, au plus tard, le lendemain matin entre 8h et 10h.

En cas de présence d'un système de télésurveillance ou de supervision sur l'installation, la prise en compte des temps d'intervention et de remise en service démarrera dès l'immobilisation de l'appareil.

#### ► Article 4.2 - Délais d'intervention – Usager bloqué

Le Titulaire prendra toutes dispositions pour désincarcérer les personnes bloquées en cabine en moins de 60 minutes, 24h/24, tous les jours de l'année, y compris les jours fériés. En cas d'intervention plus diligente des pompiers, le Titulaire du marché prendra à sa charge les éventuelles dégradations causées par ces derniers ainsi que le montant des frais liés à cette intervention (si l'intervention des services de secours est validée par le Titulaire ou si le délai d'intervention du Titulaire est supérieur aux 60 minutes contractuelles). Le coût des éventuelles réparations ne pourra être assimilable à une pénalité.

#### ► Article 4.2 - Délais d'intervention – Cas de dysfonctionnement majeur

En cas de dysfonctionnement majeur affectant la sécurité des personnes (ouvertures portes palières, prise sur parachute...), le titulaire interviendra au plus vite et en tout état de cause sous un délai indiqué au récapitulatif technique et 24h/24 et 365 jours par an.

## ARTICLE 5 - DÉLAIS DE REMISE EN SERVICE

#### ► Article 5.1 - Délais de remise en service – Cas général

Dans la mesure du possible, la remise en service doit être réalisé le même jour que le dépannage. Le délai inclus le délai d'intervention. Dans le cas où ce délai de remise en service ne pourrait être respecté, le Titulaire doit en informer par téléphone ou par mail le maître d'ouvrage ou son représentant en précisant les raisons du dépassement, ainsi que les dates et heures de remise en service.

Ces informations sont également affichées sur la porte palière principal de l'appareil immobilisé.

#### ► Article 5.2 - Délais de réparation pour remplacement de pièces standard (cf. article 2.1)

La réparation ou le remplacement à l'identique des pièces standard sera réalisé sous un délai maximum de 48 heures.

#### ► Article 5.3 - Délais de réparation pour remplacement de pièces importantes prévues à l'Accord Cadre à Clauses Etendues (cf. Article 2.2)

Les délais de réparation ou de remplacement de l'ensemble des autres pièces prévues à l'Accord Cadre à Clauses Etendues seront au maximum de 2 semaines hormis pour le groupe de traction dont le délai ne pourra excéder 6 semaines. Le Titulaire livrera précisément et par écrit la contrainte de délai de commande et de livraison qui justifie le caractère exceptionnel de l'immobilisation de l'installation. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander une diminution de ce délai d'immobilisation en cas de justification non fondée.

#### ► Article 5.4 - Délais de remise d'un devis

##### **5.4.1 - Devis suite à immobilisation de l'appareil**

Le Titulaire de maintenance disposera d'un délai de 48h à compter de l'appel signalisant l'immobilisation de l'appareil pour faire parvenir un devis détaillé au maître d'ouvrage. Ce devis mentionnera le coût du matériel, son délai d'approvisionnement et le coût de la main-d'œuvre (Cf. Article 3).

##### **5.4.2 - Devis suite à demande par courriel**

Le Titulaire de maintenance disposera d'un délai de 5 jours à compter de la réception d'une demande par courriel pour transmettre un devis détaillé au maître d'ouvrage. Ce devis mentionnera le coût du matériel, son délai d'approvisionnement et le coût de la main-d'œuvre (Cf. Article 3).

#### ► Article 5.5 - Délais de réparation suite à bon de commande

Les délais de réparation ou de remplacement des pièces listées dans le BPU devront respecter ceux spécifiés dans la colonne « Délai de réalisation contractuel approvisionnement inclus » pour une exécution à compter de la réception du bon de commande.

Pour toutes les autres pièces, le Titulaire de maintenance disposera d'un délai de deux semaines après réception du bon de commande pour réaliser les réparations, à l'exception du groupe de traction, dont le délai maximal sera fixé à 6 semaines.

## ARTICLE 6 - CONTRÔLES RÉGLEMENTAIRES

### ► Article 6.1 – Contrôles

Les opérations de contrôles suivantes sont intégrées au présent Accord Cadre et ne font l'objet d'aucune facturation complémentaire :

- La réalisation des études sécurité nécessaire, à savoir l'application du décret n°2008-1325 relatif aux prescriptions particulières de sécurité applicables aux ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés. Cette prescription est applicable dans les 6 semaines suivant la prise d'effet de l'Accord Cadre et après chaque événement susceptible de modifier l'évaluation des risques notamment en cas de transformation importante des appareils, après une intervention consécutive à une situation de danger grave ou imminent, ou à réception du rapport de contrôle technique.
- Après chaque transformation importante, les examens de conformité des dispositifs de fonctionnement des parachutes.
- L'assistance technique à la réalisation de l'ensemble des opérations de vérification et de contrôles techniques et réglementaires auxquels le maître d'ouvrage doit se soumettre (dans la mesure du possible, la date de l'intervention sera précisée par l'organisme de contrôle, 20 jours avant le contrôle) :
  - Contrôle technique quinquennal au sens de l'arrêté du 7 août 2012,
  - Contrôle réglementaire pour les Établissements Recevant du Public ERP,
  - Contrôle réglementaire pour les Immeubles de Grandes Hauteurs IGH.
  - Visites générales périodiques
  - Etc ... liste ni exhaustive ni limitative,

Cette mission d'assistance ne dégage pas le contrôleur de ses propres obligations et le titulaire du présent Accord Cadre n'a pas à endosser la charge du contrôle réglementaire. Sa mission se limite à une assistance technique éventuelle pour :

- L'accès aux différentes parties de l'installation,
- La réalisation des essais de sécurité obligatoires (parachutes, fins de course, mou de câble, soupape de rupture, ...)

La présence d'un technicien compétent connaissant le matériel en place est nécessaire. Toutefois, elle ne peut être requise pour la durée totale du contrôle.

En cas d'absence injustifiée du Titulaire au contrôle réglementaire alors qu'il aura été dûment convoqué dans les délais indiqués ci-dessus, sans en avoir averti par écrit ou par mail le maître d'ouvrage ou le contrôleur technique dans un délai de prévenance minimal de 72 heures, le Titulaire encourt une pénalité par appareil qui sera appliqué sur le premier paiement à venir d'une facture de l'Accord Cadre en cours.

Par ailleurs, tout incident technique (Détérioration de carte électronique par exemple), lié entre autres à un défaut de protection de l'installation, ou à un défaut de réglage, ne pourra être imputé au contrôleur technique. Il sera réputé de la responsabilité du Titulaire dans le cadre de sa mission d'entretien, de réglage, et de maintien en bon état général de l'installation.

- L'assistance aux visites d'investigation menées pour les différents repérages avant travaux limités aux seules installations du présent Accord Cadre (ex : Repérage Amiante Avant Travaux (RAAT, DTA, etc.) (La date de l'intervention sera précisée par écrit par l'organisme de contrôle 20 jours avant le contrôle). Cette assistance se limitera à donner un accès pendant toute la durée de l'Accord Cadre sécurisé aux diagnostiqueurs sur les zones de l'ascenseur concernées par les investigations. Cette assistance sera limitée à une fois par an et par installation.

### ► Article 6.2 – Traitement des observations issues des contrôles

Le titulaire procède, le cas échéant, à la levée immédiate des observations formulées par l'organisme agréé dès lors qu'il s'agit de petites interventions réalisables rapidement sans perturber le déroulement de la vérification.

Il réalise ensuite toute intervention permettant la levée des observations au titre des prestations comprises dans son marché, en respectant les délais prévus au présent CCAP.

Si nécessaire, le titulaire adresse un devis au maître d'ouvrage pour remédier aux observations faites par l'organisme agréé et n'entrant pas dans le cadre du forfait.

Si un de ces contrôles révèle une anomalie de maintenance afférente à la sécurité des usagers ou des intervenants, le titulaire procède à la levée immédiate de l'observation formulée s'agissant d'une intervention réalisable rapidement et/ou dispose de 24 h pour effectuer le traitement et en informer par écrit l'organisme de contrôle et le maître d'ouvrage.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie de maintenance concernant un des organes ou points de contrôles, le titulaire dispose de 60 jours calendaires à compter de la date de réception du rapport de contrôle pour effectuer la levée des réserves et en informer par écrit l'organisme de contrôle et le maître d'ouvrage.

Passé ce délai, il sera appliqué par réserve non levée, les pénalités prévues au CCAP.

## ARTICLE 7 - STOCKS DE PIÈCES DETACHÉES

Le Titulaire devra tenir un stock de pièces de rechange disponibles permettant de remplacer tout matériel hors d'usage dans les délais indiqués précédemment. En conséquence, il ne pourra pas invoquer la contrainte de délai de commande ou de livraison pour justifier l'immobilisation de l'installation dans des délais supérieurs à ceux prévus contractuellement.

Si une ou plusieurs installations requièrent des pièces détachées dont le délai d'approvisionnement n'est pas compatible avec les délais de remise en service du présent Accord Cadre, le titulaire de l'Accord Cadre de maintenance fera son affaire de la mise en stock anticipée dès le démarrage de l'Accord Cadre.

## ARTICLE 8 - COMPTES RENDUS & REUNIONS

### ► Article 8.1 - Comptes rendus suite à intervention

Toutes les interventions donneront lieu à la rédaction d'un compte rendu qui attestera que les opérations prévues dans le présent Accord Cadre ont bien été effectuées. Ce compte rendu devra être envoyé automatiquement sous 24h à la liste nominative que le Crous communiquera en début de marché.

En complément, sur demande, le Titulaire devra envoyer en début et en fin de mois un compte rendu global de son parc, récapitulant les interventions réalisées sur le mois précédent, par site.

Immédiatement après l'intervention, le compte-rendu est rédigé lisiblement sur le carnet d'entretien de l'installation. La fourniture du cahier d'entretien est à la charge du Titulaire lors de la première visite de maintenance.

Le carnet d'entretien peut être de type électronique et/ou papier. Le mode choisi par le Maître d'ouvrage figure en page 1.

En cas de carnet d'entretien sous forme papier, il sera mis à disposition du maître d'ouvrage en machinerie, sauf stipulation contraire.

Si le carnet d'entretien est de type électronique, il doit être consultable gratuitement via Internet. Il peut s'agir d'une application propre au Titulaire. Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'imposer son propre modèle de fichier électronique dans la mesure où celui-ci comporte les points explicités ci-après. Dans ce cas, le format ne devra pas être modifié.

Ces deux carnets d'entretien mentionnent impérativement les points suivants de manière lisible :

- La date de l'intervention
- Les heures d'appels, de début et de fin d'intervention, ainsi que la durée
- Le type d'intervention : maintenance préventive, corrective ou travaux
- La nature de l'appel : appel avec ou sans arrêt de l'appareil et lié à un problème technique, une malveillance, un usage anormal, une cause extérieure ou autres
- L'indication d'usagers cabine éventuels en précisant les intervenants (personnel du Titulaire ou pompiers)
- En cas de dépannage : la consistance de la réparation et le type de pièces remplacées
- En cas de maintenance préventive : les opérations de vérification et les opérations de maintenance réalisées
- Nom et signature de l'intervenant

L'ensemble des renseignements concernant les prestations de maintenance préventives ou curatives sont visibles dans les 48h suivant l'intervention. La qualification et la fonction de l'intervenant pourront être transmises au maître d'ouvrage, sur demande expresse de celui-ci et ce sous un même délai de 48h.

Pour le cas de carnet d'entretien sous format électronique, le titulaire fournira au maître d'ouvrage un accès gratuit et sécurisé à une plateforme numérique centralisant l'ensemble des données techniques et d'entretien des équipements. Cet accès en ligne, personnalisé et intuitif, sera maintenu pendant toute la durée de l'Accord Cadre, ainsi que pendant une période d'une année suivant sa clôture.

Le Titulaire est tenu d'informer sans délai le Maître d'ouvrage ou son représentant de la mise à l'arrêt d'un appareil.

### ► Article 8.2 - Comptes rendus suite à panne répétitive

Dans le cas où trois pannes seraient constatées dans un délai de 5 jour calendaire sur une même installation, le Titulaire du présent Accord Cadre établira à la demande du maître d'ouvrage un compte rendu spécifique explicitant clairement la ou les causes de ces pannes et proposera un plan d'action afin de solutionner définitivement le problème. Ce compte rendu devra être adressé au maître d'ouvrage par téléphone ou par mail dans les 72h suivant la troisième panne.

### ► Article 8.3 - Comptes rendus annuels

Le Titulaire de maintenance dresse un compte rendu annuel d'activité. Il est remis une fois par an et sauf demande particulière du maître d'ouvrage, au plus tard, le 31 janvier suivant l'année écoulée.

Le rapport annuel fait apparaître pour chaque appareil :

- Le taux de panne annuel
- La liste des actions de maintenance préventive
- Les dates, heures d'arrivée et de départ des visites de maintenance préventive
- Les dates et heures des appels au central de surveillance du Titulaire.
- Les dates, heures d'arrivée et de départ des opérations de dépannage (selon détail des typologies des incidents mentionnés à l'article 8.1)
- Les dates et heures des opérations de désincarcération
- Consommation du matériel au BPU
- Liste du matériel remplacés, ajoutés, modifiés

A la demande du maître d'ouvrage, ce rapport pourra être sous format électronique. Dans ce cas, il intégrera également le contenu des carnets d'entretien.

### ► Article 8.4 - Comptes rendus à la demande du Maître d'Ouvrage ou de son représentant

Le titulaire dresse, sur simple demande du Maître d'Ouvrage ou de son représentant et dans les 8 jours suivant sa requête, un compte rendu faisant apparaître les taux de disponibilité générale, les taux de pannes, les appels pour dépannage, les actions de maintenance préventive et corrective ainsi que leur date et durée ;

Le Crous pourra également demander que les documents soient fournis aux formats **.xlsx** ou **.csv**, selon les besoins spécifiques.

### ► Article 8.5 – Comptes rendus téléalarme

Le Titulaire devra fournir un rapport semestriel détaillant les essais de téléalarme effectués. Ce rapport précisera :

- La liste complète des appareils par site,
- Les dates et conditions des essais réalisés,
- Les éventuelles anomalies détectées et les actions correctives mises en place,
- Les résultats des tests de bon fonctionnement, y compris la transmission des alarmes aux systèmes concernés,

Le document devra être transmis sous format PDF, en respectant les exigences de formalisme définies par le Maître d'Ouvrage.

Le Crous pourra également demander que les documents soient fournis aux formats **.xlsx** ou **.csv**, selon les besoins spécifiques.

### ► Article 8.7 – Information des usagers

Toute immobilisation des appareils devra être signalée par l'entreprise à l'attention des usagers par apposition d'une affiche sur l'ensemble des portes palières, portant impérativement mention de la date prévisionnelle de remise en service. En complément, le technicien intervenant sur le site devra systématiquement informer les responsables de sites, ou leurs représentants, de sa présence, de l'objet et de la durée prévue de l'intervention, et de la date prévisionnelle de remise en service.

### ► Article 8.8 – Réunion d'exploitation

La périodicité des réunions de suivi d'exploitation est précisée en page 1 du « récapitulatif technique ».

Pendant la durée de l'Accord Cadre, le maître d'ouvrage pourra être amené à modifier la forme, la fréquence, le calendrier et la durée de ces réunions.

Le Titulaire de maintenance assiste à une réunion dans les locaux du maître d'ouvrage ou tout autre lieu désigné par ce dernier. Elles seront contractualisées par la rédaction d'un compte rendu.

Le Titulaire déléguera au minimum le responsable de secteur et le responsable commercial muni des éléments nécessaires (rapports liés aux interventions selon les sites concernés, l'analyse technique des différentes causes d'intervention, réponses aux diverses questions ou demandes, propositions d'amélioration,) afin de pouvoir répondre précisément aux points suivants :

- ✓ Listing des 10 appareils fonctionnant le mieux (TOP10)
- ✓ Listing des 10 appareils fonctionnant le moins bien (FLOP10)
- ✓ La répartition des pannes selon leur nature/cause
- ✓ Les délais d'intervention de chaque panne
- ✓ Les délais de remise en service de chaque panne
- ✓ Le plan des travaux à engager pour améliorer la disponibilité des appareils

L'objectif sera de :

- S'assurer de la bonne mise en marche des prestations (pour la première année) ;
- Du respect de l'accord-cadre
- Favoriser un échange entre le maître d'Ouvrage et le TITULAIRE sur les difficultés et les dysfonctionnements possibles ;
- Réaliser un bilan des prestations (préventif, correctif et réglementaire) en prévision de la rédaction du bilan d'activité ;
- Assurer le suivi du respect des obligations réglementaires ;
- Échanger sur la planification des interventions à venir ;
- Chercher des solutions d'amélioration de la qualité et/ou de l'organisation si nécessaire.

Au cours de cette réunion, un bilan sera dressé par le maître d'ouvrage et/ou son représentant à partir des données fournies par le Titulaire et des retours des usagers et des différents services du site. Les installations ayant le plus fort taux de panne feront l'objet d'un suivi et d'une analyse approfondie afin de permettre une amélioration notable de la disponibilité et de la fiabilité des appareils.

Les données sont analysées et transmises préalablement à la réunion par le Titulaire et sont accompagnées de recommandations (Plan d'action ou Plan de progrès).

Les retards et les absences seront sanctionnés par l'application de pénalités (cf. CCAP).

### ► Article 8.9 – Transmission des données de Maintenance et de Dépannage(s) – AMO éventuel

A la demande du maître d'ouvrage, l'ensemble des comptes rendus sont à transmettre sous format dématérialisé vers l'AMO du Maître d'Ouvrage, avec copie à l'adresse mail du maître d'ouvrage.

Le Titulaire devra transmettre de façon systématique (voire automatique), en temps réel, l'ensemble des données précisées ci-après afin qu'elles puissent être intégrées dans l'interface de suivi d'exploitation de l'AMO.

Dans le cas où le Titulaire ne disposerait pas d'outils informatiques suffisamment développés pour la mise en place d'une plateforme d'échange de données automatique, ce dernier s'engage à fournir mensuellement, avant le 10 de chaque mois, un fichier Excel sur le serveur de l'AMO du Maître d'Ouvrage, selon le mapping décrit ci-après :

#### Concernant les dépannages :

- Référence de l'appareil
- Adresse
- Date et Heure d'Appel
- Date et Heure de début d'Intervention
- Date et Heure de Remise en Service
- Usager bloqué (oui / non)
- Type de Panne
- Description de l'incident
- Diagnostic du Technicien
- Description de l'intervention

#### Concernant les visites de maintenance :

- ° Reference de l'appareil
- ° Date de la visite mensuelle
- ° Date de la visite semestrielle
- ° Date de la visite annuelle
- ° Type de la visite réalisée

La définition précise des typologies de pannes devra être parfaitement conforme au mapping transmis par l'AMO du Maître d'Ouvrage.

## ARTICLE 9 - PRISE EN CHARGE

Le maître d'ouvrage de l'installation informera préalablement le Titulaire de maintenance de la présence d'amiante ou de toute autre matière dangereuse dans la constitution des locaux ou des équipements.

Le titulaire déclare être informé de l'état des installations dont il assurera la maintenance et déclare les prendre dans l'état. Il doit toutefois signaler au maître d'ouvrage ou son représentant, à la prise d'effet de l'Accord Cadre, toute anomalie grave ne lui permettant pas de remplir ses obligations contractuelles ou mettant en cause le bon fonctionnement d'une partie des installations

Il déclare avoir reçu du maître d'ouvrage, ou, le cas échéant, disposer des moyens nécessaires pour assurer la maintenance des équipements (documentation technique, dispositions de remise en service, outils spécifiques et notices d'utilisation nécessaires à l'entretien, au dépannage ou à la remise en service, codes d'accès éventuels). Le Titulaire assure également bénéficier de l'ensemble de l'outillage permettant la bonne exécution de l'Accord Cadre de maintenance (organe de manutention, organe de mise en sécurité...).

Le titulaire du présent Accord Cadre dispose de 30 jours à compter de la date de départ de l'Accord Cadre, pour mettre en place les étiquettes informatives au palier et en cabine de chaque appareil (n° d'appareil, n° téléphonique de la centrale d'appels) et reprogrammer les téléalarmes existantes.

- **Bilan initial**

Conformément au décret 2004-964 modifié, un bilan de l'état initial de l'installation sera établi entre le maître d'ouvrage ou son représentant et le titulaire du présent Accord Cadre. Ce bilan sera annexé au présent Accord Cadre.

Ce bilan sera réalisé à chaque changement de l'Accord Cadre ou lors de la prise en charge de nouveaux équipements. Celui-ci aura pour objectif de fixer un état des équipements lors de la prise de l'Accord Cadre. Ces équipements devront être restitués à minima dans le même état à la fin de l'Accord Cadre. Le titulaire ne pourra se prévaloir de ce bilan pour facturer des travaux qui seraient inclus au présent Accord Cadre ou qui relèveraient d'un oubli ou manquement de sa part ou de ceux des entreprises ayant entretenues les installations auparavant

## ARTICLE 10 - TÉLÉALARME

---

Le titulaire du présent Accord Cadre devra avoir reprogrammé l'ensemble des téléalarmes ou télésurveillances existantes dans un délai de 30 jours à compter de la date de départ de l'Accord Cadre.

**Dans le cas d'une impossibilité de reprogrammation :**

Le titulaire devra fournir au maître d'ouvrage un devis de remplacement intégrant une téléalarme conforme à la EN 81-28, à protocole non-propriétaire, avec kit GSM (*technologie 4G voLTE*), y compris la gestion annuelle de l'abonnement GSM et de la carte SIM.

Le montant forfaitaire correspondant à l'abonnement GSM sera intégré à l'Accord Cadre de maintenance.

Le titulaire devra réaliser les démarches nécessaires auprès de l'ancien Titulaire pour assurer le fonctionnement du dispositif de secours pendant cette période transitoire et prendra les dispositions pour assurer le transfert des appels d'urgence vers sa centrale d'appels.

**Installation de nouveaux équipements :**

Dans le cas d'une nouvelle installation de téléalarme, le titulaire précisera les caractéristiques du matériel proposé qui devra être conforme EN 81-28. Ce dispositif devra utiliser un protocole non propriétaire et connu de tous les ascensoristes permettant, lors d'un changement de Titulaire, de conserver le système dans son intégralité sans aucune modification. Il devra être exploitable par n'importe quel Titulaire de maintenance, sans ajout de matériel, sans modification particulière ou manipulation avec un système de codage ou un logiciel spécifique. Il devra également conserver la conformité à la NF EN 81-70 (gestion des pictogrammes).

Toute évolution technologique future sera intégralement à la charge du Titulaire, qui devra en assurer la mise en œuvre sans coût supplémentaire pour le Maître d'Ouvrage.

Toute installation d'une nouvelle téléalarme imposera au titulaire la mise en place d'un kit GSM (*technologie 4G voLTE*) ainsi que la gestion et la prise en charge de la carte SIM et de l'abonnement GSM adapté. Le montant forfaitaire correspondant à l'abonnement GSM sera intégré à l'Accord Cadre de maintenance (*selon prix indiqué dans le Bordereau des Prix*).

## ARTICLE 11 - REMISE DES ÉQUIPEMENTS EN FIN DE L'ACCORD CADRE

---

Le Titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution de l'Accord Cadre, les installations en état normal d'entretien et de fonctionnement. Un bilan des matériels (cf. annexe 2) sera établi dans les 2 mois précédant la fin de l'Accord Cadre en présence, éventuellement de l'ancien Titulaire, du maître d'ouvrage ou de l'un de ses représentants.

En cas de carence constatée dans l'exécution des clauses du présent Accord Cadre, les travaux de remise en état seront réalisés aux frais exclusifs du Titulaire sortant.

De manière à assurer la continuité du service de télésurveillance, de téléalarme ou de téléphone sur les appareils qui en seraient équipés à la fin du présent Accord Cadre, le Titulaire sortant s'engage à laisser en place du matériel non verrouillé et accessible pour la réalisation des tests cycliques ainsi que pour la modification du numéro de réception des appels.

Il transmettra également sans délai au Titulaire entrant les appels qu'il pourrait recevoir et ce pendant une durée de 30 jours.

En cas de présence de système GSM, les cartes SIM du Titulaire sortant devront lui être restituées dans un délai de 30 jours à compter de la date de départ de l'Accord Cadre.

## ARTICLE 12 – DOCUMENTATION ET OUTILS

---

Le Titulaire s'engage à restituer en fin de l'Accord Cadre toute la documentation et outils nécessaires à la maintenance complète des installations : carnet d'entretien, schémas électriques de l'installation à jour, codes d'accès et autres déverrouillages, outils spécifiques et notices d'utilisation (s'ils étaient présents lors de la prise en charge de l'Accord Cadre). Tous frais de reproduction, de remise en état ou de reconstitution de ces éléments sont à la charge du Titulaire sortant.

Suite à toute modification des installations réalisée dans le cadre du présent marché, le Titulaire est tenu de mettre à jour les plans et schémas correspondants. Ces documents doivent être conservés sur place en machinerie ou, à défaut, à proximité du coffret de commande. De plus, un exemplaire de cette mise à jour ainsi que l'ensemble des fiches techniques des matériels installés doivent être transmis au Maître d'Ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la modification.

Si le Titulaire a procédé au remplacement de matériels nécessitant des outils, des notices ou des codes spécifiques, il devra les fournir gracieusement au maître d'ouvrage et sans restriction de durée.

## ARTICLE 13 - SUSPENSION

---

Dans le cas où les installations ou les matériels soumis à maintenance feraient l'objet de travaux de modernisation, de rénovation ou de remplacement pendant la durée de l'Accord Cadre, le maître d'ouvrage pourra demander au Titulaire de suspendre l'exécution des prestations de maintenance devenues alors sans objet. Les opérations de maintenance non exécutées ne seront pas facturées.

## ARTICLE 14 – ACCÈS, CONSIGNES, PERSONNEL, ET MOYENS DU TITULAIRE

---

Les personnels intervenants habituellement ou en remplacement portent un badge nominatif comportant également le nom de la société. Ils sont équipés des vêtements de travail communs à la société. Ces personnes possèdent les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées. Ils sont notamment qualifiés selon les exigences du décret n° 2008-1325.

Le personnel d'intervention du Titulaire est soumis aux dispositions générales prévues par le Code du travail. Le personnel d'intervention du Titulaire doit prendre connaissance des risques mis en évidence par l'étude sécurité spécifique à chaque ascenseur.

## ARTICLE 15 - VÉRIFICATION DE LA BONNE EXÉCUTION DES PRESTATIONS

---

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de procéder à la vérification de la bonne exécution des prestations. Le présent article définit les conditions dans lesquelles pourraient avoir lieu cette vérification.

Si le maître d'ouvrage ou l'un de ses représentants souhaite être présent lors d'une visite régulière du technicien, le Titulaire de maintenance devra lui communiquer sa date prévisionnelle de passage au minima 15 jours auparavant.

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du présent Accord Cadre. Le contrôle technique quinquennal est considéré comme une opération de vérification.

L'organisme de contrôle responsable des opérations de vérification sera habilité pour la réalisation du contrôle technique réglementaire quinquennal. Il sera désigné par le maître d'ouvrage. Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du Titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent essentiellement sur la qualité et la quantité des prestations exécutées, sur le respect de la réglementation et sur le respect du présent Accord Cadre.

Il sera demandé par le maître d'ouvrage au Titulaire d'être présent sur les lieux lors des opérations de vérifications. Le Titulaire sera prévenu, à minima, un mois à l'avance de la date du contrôle technique. Suite à sa présence lors de la réalisation du contrôle technique, le Titulaire ne pourra soumettre aucune facture complémentaire au maître d'ouvrage de l'appareil ou au contrôleur retenu pour la réalisation de cette mission.



## ANNEXE N° 1 :

### ► Organes et points de contrôle audités lors de la vérification de la bonne exécution des prestations de maintenance préventive

<p><b>CUVETTE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› État de propreté de la cuvette</li> <li>› Amortisseurs cabine et contrepoids</li> <li>› Réserve contrepoids</li> <li>› Poulie tendeuse du limiteur de vitesse</li> <li>› Contact électrique de poulie tendeuse</li> </ul> <p><b>CABINE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Éclairage cabine</li> <li>› Test interphonie</li> <li>› Test télésurveillance</li> <li>› Organes de commande en cabine</li> <li>› Signalisation lumineuse</li> <li>› Sonnerie d'alarme</li> <li>› Dispositif de réouverture de porte</li> <li>› Indication charge maximale admissible et nombre de personnes</li> <li>› Présence du garde-pied cabine</li> <li>› Dessous de cabine : attache pendentif – étrier – coulisseaux - chaînes de compensation...</li> <li>› État des poulies de mouflage</li> <li>› Éclairage de secours cabine</li> </ul> <p><b>PORTE CABINE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Réglage de la porte-cabine</li> <li>› Conformité de la paroi lisse de service</li> <li>› État de l'opérateur de porte-cabine</li> <li>› Condamnation électrique des portes de cabine</li> <li>› État du verrouillage du bras d'opérateur</li> <li>› Réglage des galets et contre galets (portes automatiques)</li> <li>› États des seuils</li> </ul> <p><b>GAINÉ</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› État de propreté de la gaine</li> <li>› Éclairage de gaine</li> <li>› Lubrification guides cabine</li> <li>› Lubrification guides contrepoids</li> <li>› État des coulisseaux contrepoids</li> <li>› Dispositif de fin de course</li> <li>› Fins de course inspection</li> </ul> <p><b>LIMITEUR DE VITESSE ET PARACHUTE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› État du limiteur de vitesse</li> <li>› Plaque signalétique du limiteur</li> <li>› État du câble limiteur</li> </ul>	<p><b>PORTES PALIÈRES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Réglage des galets et contre galets (portes automatiques)</li> <li>› États des seuils</li> <li>› Réglages des fermes portes (portes battantes)</li> <li>› Organes de commandes aux paliers</li> <li>› Indicateurs de position, de direction</li> <li>› Signalisations lumineuses</li> <li>› État des serrures palières</li> <li>› Zone de déverrouillage manuel des portes palières</li> <li>› Dispositif de déverrouillage manuel des portes palières</li> </ul> <p><b>TOIT DE CABINE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› État de propreté du toit de cabine</li> <li>› Fonctionnement de la manœuvre d'inspection</li> <li>› Interrupteur d'arrêt</li> <li>› Verrouillage mécanique et condamnation électrique de la trappe de secours</li> <li>› Présence d'échelle d'accès à la trappe</li> </ul> <p><b>SYSTÈME D'ENTRAÎNEMENT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› État du treuil</li> <li>› État de l'armoire de manœuvre – Risques électriques</li> <li>› Calibrage des fusibles</li> <li>› Jeu de butée</li> <li>› État du groupe moto réducteur</li> <li>› Étanchéité du carter</li> <li>› Jeu de denture</li> <li>› État des garnitures de frein</li> <li>› Réglage du frein</li> <li>› État de l'ensemble hydraulique : Centrale, Pompe, Vérin, Joints, Flexible...</li> <li>› État de la génératrice</li> <li>› État des câbles de traction</li> <li>› État des poulies de traction, de déflexion</li> <li>› Treuil à tambour</li> </ul> <p><b>MACHINERIE ET LOCAL POULIES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› État de propreté du local de machinerie</li> <li>› Tenue du carnet d'entretien</li> <li>› Affichage de l'étude sécurité du décret n° 2008-1325</li> <li>› Présence des schémas électriques conformes à l'installation</li> <li>› Présence de la boîte rouge</li> <li>› Présence de la clef accès machinerie</li> <li>› Serrure de la porte ou/et de la trappe d'accès</li> <li>› Pancarte sur porte et trappe</li> <li>› Éclairage du local</li> <li>› Présence du dispositif de dépannage manuel</li> <li>› Instructions de dépannage</li> <li>› Tableau d'arrivée de courant</li> <li>› Circuit d'éclairage de la cabine et de la machinerie</li> <li>› Circuit d'alarme</li> </ul>
--	---

## ANNEXE N° 2 : BILAN INITIAL

### ► Bilan Initial

#### I- DEFINITION

*Le décret 2012-674 du 7 Mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs précise dans son article 2 qu'une description établie contradictoirement de l'état initial de l'installation doit être réalisée entre le maître d'ouvrage et le Titulaire.*

*Cet état des lieux est annexé au nouvel Accord Cadre.*

#### Objectifs :

- Fournir une analyse précise de l'état initial de l'installation,
- Estimer, pour les principaux composants de l'installation, le niveau d'usure et de vétusté,
- Identifier l'ancienneté des organes importants de l'installation,
- Identifier le cas échéant les travaux de maintenance à réaliser.

#### II- PRINCIPALES INFORMATIONS TRANSMISES

<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Type de bâtiment (ERP, IGH, ...)</li> <li>➤ N° de l'appareil</li> <li>➤ N° de marquage CE si appareil assujéti</li> <li>➤ Marque d'Origine de l'appareil</li> <li>➤ Position du local de machinerie</li> <li>➤ Type de gaine</li> <li>➤ Charge nominale admissible</li> <li>➤ Vitesse nominale</li> <li>➤ Nombre de niveaux desservis</li> <li>➤ Nombre de faces de services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mode d'entraînement</li> <li>➤ Caractéristiques du groupe de traction</li> <li>➤ Type de manœuvre</li> <li>➤ Type de gestion</li> <li>➤ Mode de contrôle de vitesse</li> <li>➤ Caractéristiques de l'armoire de manœuvre</li> <li>➤ Type de portes palières</li> <li>➤ Type de parachute</li> <li>➤ Vitesse de prise cabine</li> <li>➤ Dispositif de demande de secours</li> </ul>
--	---

#### III- BILAN INITIAL

*La présence, la date d'installation et l'état de conservation sont précisés pour l'ensemble des équipements suivants :*

<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Groupe de traction</li> <li>➤ Poulies de traction et de mouflage</li> <li>➤ Câbles ou courroies de traction</li> <li>➤ Génératrice</li> <li>➤ Armoire de Manœuvre</li> <li>➤ Armoire additionnelle VF</li> <li>➤ Système de freinage</li> <li>➤ Limiteur de vitesse cabine/contrepoids</li> <li>➤ Poulie tendeuse limiteur cabine/contrepoids</li> <li>➤ Survitesse montée</li> <li>➤ Système de parachute cabine</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Serrures de portes palières</li> <li>➤ Dispositif anti-déverrouillage</li> <li>➤ Portes palières</li> <li>➤ Porte de cabine</li> <li>➤ Opérateur de porte-cabine</li> <li>➤ Dispositif de demande de secours</li> <li>➤ Cabine/structure cabine/étrier</li> <li>➤ Vérin</li> <li>➤ Centrale hydraulique <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Poulie/pignon tête de vérin</li> </ul> </li> </ul>
---	--